

# Gisèle Lalonde

Éducatrice, politicienne, présidente de divers organismes, figure de proue du mouvement S.O.S. Montfort, l'on se souviendra longtemps de l'apport de Gisèle Lalonde d'Ottawa qui, au cours des années 1970, 1980 et 1990, s'est investie pour la sauvegarde des institutions franco-ontariennes.

Née le 28 juin 1933 à Eastview (aujourd'hui le quartier Vanier de la Ville d'Ottawa), Gisèle Lalonde s'est illustrée autant comme femme politique que par son apport au domaine de l'éducation franco-ontarienne. Elle est reconnue comme étant une grande dame de la francophonie ontarienne et canadienne.

Après avoir décroché son diplôme de l'École normale de l'Université d'Ottawa en 1951, elle prend des cours à la Faculté des arts de cette institution. En raison des nombreuses réunions découlant de ses multiples engagements bénévoles, elle s'inscrit à des cours de baccalauréat par correspondance.

Parallèlement à sa carrière d'enseignante qu'elle poursuit pendant une vingtaine d'années, elle oeuvre pendant 13 ans à titre de conseillère scolaire au Conseil des écoles séparées d'Ottawa. Elle est élue à deux reprises à la présidence de l'organisme, en 1974 et en 1976.

Fondatrice et directrice générale du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP) de 1974 à 1984, Gisèle Lalonde préside l'Association française des conseils scolaires de l'Ontario et est élue à la présidence en 1978-1979. Pendant six ans, elle siège au Conseil d'éducation franco-ontarienne. Le Ontario School Trustees' Council, dont elle est membre, l'élit comme présidente en 1976-1977. Elle s'engage également au sein des conseils d'administration de l'Association canadienne d'éducation, l'Association canadienne d'éducation de langue française et de la Société de coopération nord-sud en éducation.

En 1980 et 1981, elle occupe le poste de directrice générale de l'Association française des conseils scolaires. Elle réussit alors à convaincre le gouvernement provincial de rouvrir le dossier de la gestion scolaire pour et par les Francophones.

Présidente du Conseil des affaires franco-ontariennes en 1984-1985, c'est sous sa direction que se tient en 1985 le premier symposium pour la femme francophone. Elle joue également un rôle de conseillère en matière de financement auprès du ministre de l'Éducation de l'Ontario, Betty Stephenson.



Source : Alain Dagenais, photographe.

Sa carrière politique prend son élan lorsqu'elle est élue maire de Vanier en 1985. Elle occupe ce poste jusqu'en 1991 et par le fait même, représente les intérêts des citoyens de Vanier à la table du Conseil de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton.

En 1988, elle fonde l'Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO), dont elle a assumé la présidence de 1989 à 1991. À ce titre, elle siège au Conseil consultatif du ministre des Affaires municipales en matière de développement professionnel des élues et élus et des gestionnaires municipaux puis à la Commission « Qui fait quoi » du gouvernement provincial en 1996 et 1997.

Son engagement communautaire et social remonte aux années 1950, alors qu'elle est présidente fédérale de la Jeunesse ouvrière catholique. Par la suite, elle s'engage au sein du comité de pastorale de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, de l'Association des parents et instituteurs, du conseil d'administration de l'Hôpital Royal d'Ottawa, du comité de fondation du Collège catholique Samuel-Genest et du bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa.

Gisèle Lalonde préside le mouvement SOS Montfort de 1997 à 2002 dans une lutte tumultueuse pour sauver l'Hôpital Montfort, à Ottawa — le seul hôpital francophone universitaire communautaire de l'Ontario — qui était alors menacé de fermeture par le gouvernement provincial. La Cour aura finalement donné raison aux militants dans cette cause qui s'est soldée par une victoire constitutionnelle historique.

Ambassadrice de la francophonie ontarienne et canadienne, Gisèle Lalonde copréside puis préside le mouvement Opération Constitution qui vise l'enchâssement des droits des Franco-Ontariens dans la Constitution canadienne.

Le travail de Mme Lalonde est reconnu à maintes reprises par différentes instances. En 1987, le Conseil de la vie française en Amérique lui décerne la médaille du Cinquantenaire. Elle reçoit en 2000 un doctorat honorifique de l'Université Saint-Paul ainsi que le Prix Boréal de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA).

En 1997, elle est décorée de l'Ordre de la Pléiade par la section canadienne de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). Mme Lalonde reçoit également l'Ordre des francophones d'Amérique en 1998 alors qu'elle joue un rôle clé à la présidence de SOS Montfort. Mme Lalonde est également faite dame chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, décerné par le Saint-Siège Apostolique.

En 2002, Gisèle Lalonde se voit conférer les prix de la Personnalité de l'année de La Presse (catégorie courage, humanisme et accomplissement), de Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur de la France et la Médaille Delphis Brochu de l'Association des médecins de langue française du Canada. En septembre 2003, le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) lui rend hommage en donnant son nom à une école secondaire du secteur Orléans, à Ottawa. Elle est décorée de l'Ordre du Canada en 2004 et se voit décerner l'Ordre de l'Ontario en 2006.

Gisèle Lalonde est régulièrement sollicitée pour commenter l'actualité, agir à titre de présidente d'honneur pour de causes qui lui tiennent à cœur et à siéger à des comités. Au fil des ans, Mme Lalonde siège à plusieurs conseils d'administration, dont ceux de l'Hôpital Montfort, de la Fondation de l'Hôpital Montfort, de La Cité collégiale et de la Fondation de La Cité collégiale, dont elle est la présidente fondatrice.

Elle est présentement trésorière des Filles d'Isabelle du Cercle Ste-Thérèse-de-Lisieux, à Vanier, présidente d'honneur de la campagne de recrutement de la Fédération des aînés et des retraités franco-ontariens (FAFO), coprésidente de la campagne de financement de l'Hôpital Montfort et présidente (depuis 1997) d'Opération Constitution. Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, l'a nommée membre du comité de citoyens afin d'aider à augmenter les dons d'organes. Elle a reçu des doctorats honorifiques des universités Saint-Paul et Sudbury.

Gisèle Lalonde est mariée à Gilles Lalonde et est mère de trois enfants et grand-mère de sept petits-enfants.